

Algérie : L'élection présidentielle d'avril 2014 : l'improbable alternance.

28 janvier 2014



Ait Benali BOUBEKEUR

C'est désormais officiel : l'élection présidentielle aura bien lieu en avril 2014. Encore une fois, pour préserver la façade démocratique, le régime algérien fixe officiellement la date du scrutin présidentiel pour le 17 avril 2014.

En effet, c'est bien en vertu de l'article 133 de la constitution que le chef de l'État convoque le corps électoral. Mais, une fois qu'on s'est servi de la constitution pour une mission précise, celle-ci est hélas vite remise aussitôt au placard. De toute évidence, bien que personne ne croie à la probité des dirigeants (de leur côté, ceux-ci n'ont aucun respect pour les citoyens), le pouvoir algérien doit vendre, notamment à l'opinion internationale, une image présentable. Mais, pour les observateurs de la scène politique nationale, il ne subsiste aucun doute sur l'issue de la joute électorale. En fait, mis à part le référendum pour l'autodétermination du 1er juillet 1962, les élections sont utilisées pour renforcer le régime.

Tout compte fait, à l'instar du verrouillage de la vie politique, le système algérien – bien qu'il soit ébranlé par les luttes internes – ne lâchera jamais du lest. Ainsi, en s'octroyant tous les supports médiatiques, seule la voix des chefs est audible. Du coup, ces derniers temps, on nous ressasse à longueur de journées que, pour s'en sortir, l'Algérie a besoin d'un homme malade à sa tête. Inutile de parler de la presse privée dont la principale mission est de casser les partis d'oppositions. Sinon, comment expliquer que l'on parle du FFS uniquement pour le discréditer ou pour donner une tribune à ses dissidents ? En effet, bien que la dernière action du FFS soit tardive (à trois mois du scrutin, le temps de réflexion est passé), n'est-il pas plus intéressant de parler de la journée sur les transitions démocratiques, organisée par les instances du parti, que de parler de la déception de quelques militants de la fédération de Bejaia ? En tout état de cause, pour ne pas m'attarder sur la fiabilité de ces médias, les Algériens savent, depuis des lustres, que cette presse a choisi son camp depuis les années 1990.

Hélas, dans un pays où l'on prend des vessies pour des lanternes, il n'est pas impossible d'assister aux scénarios les plus farfelus. Alors que dans les pays qui se respectent, chaque parti politique présente, au moins six mois avant le rendez-vous électoral, son programme, en Algérie, on met en exergue les hommes. En plus, malgré un bilan négatif, et ce, en tenant compte des moyens dont dispose le pays, le régime et ses partis satellites estiment que Bouteflika est l'homme de la situation. Mais, de quel rôle capital s'agit-il en réalité ? Il s'agit sûrement de la pérennité du système. Et tant pis si l'Algérie n'avance pas. L'essentiel est que le groupe dirigeant le pays se gave de la rente pétrolière.

Récemment encore, et en dépit de son appellation de « grande muette », dans un éditorial de la revue de l'armée *El Djeich*, on met en garde ceux « qui se jouent de la stabilité du pays. » Quels sont ces auteurs de trouble ? Est-ce ceux qui estiment que le pays va à vau-l'eau ? Est-ce ceux qui ne soutiennent pas le candidat adoubé par le régime ? Mais puisqu'il n'y a pas eu d'alternance au pouvoir depuis l'indépendance, qu'avez-vous fait pour que la stabilité du pays soit effective ? Enfin, que vaut l'appel au patriotisme quand on sait que la richesse du pays profite à une seule catégorie ? Pour se rendre compte de la disparité des rythmes de vie, il suffit de jeter un coup d'œil à l'Algérie profonde.

Quoi qu'il en soit, ces questions ne peuvent pas avoir de réponse dans la mesure où on continue de décréter ce qui est bon pour l'Algérie. Par conséquent, dans quelques semaines, on va assister au bal des courtisans. En contrepartie de son entretien, la clientèle du régime va louer l'œuvre de fakhamatouhou. Or, si les décideurs veulent vraiment connaître leur poids dans la société, pourquoi ne feront-ils pas appel à leurs supporters sans distribuer des sommes faramineuses ? Dans ce cas, ils verront que leurs soutiens se rétréciront comme une peau de chagrin. Mais, bon ! Ce scénario est peu probable, car il n'arrange ni les décideurs ni la clientèle vorace.

Pour conclure, il va de soi que le régime fera tout pour qu'il n'y ait pas d'alternance. Malgré son état de santé chancelant, les décideurs vont tout faire pour que le chef de l'État se représente pour un quatrième mandat. Les équilibres entre les différents clans sont tellement établis qu'il ne faudrait pas changer quoi que ce soit. Ainsi, bien qu'ils parlent de la stabilité du pays, à vrai dire, la stabilité dont il s'agit est celle du régime. Et cette dernière arrange beaucoup de monde, à commencer par les corrupteurs gravitant autour du régime. Ils ne vont pas quand même abandonner les rênes, alors que les milliards de dollars pleuvent sur l'Algérie. Mais, qui est responsable de cette situation ? Sans qu'il soit à l'origine de la crise, la désaffection et la démission du peuple algérien ont permis et vont permettre la pérennité de ce système.

Ait Benali Boubekeur

»» <http://ait-benali.over-blog.com/>